

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES

(Accord du 14 mars 1947)

(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-251 DU 30 SEPTEMBRE 2008

RELATIF AUX ALLOCATIONS DE RÉVERSION

NOR : ASET0851165M

L'article 13 *quinquies* de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 est modifié comme ci-après.

Le paragraphe 1^{er} est modifié comme suit :

Le texte constitué par les alinéas 3 à 8 est désormais libellé comme suit :

« Le montant de l'allocation est déterminé selon les mêmes modalités que celles retenues au profit des conjoints survivants, puis affecté du rapport entre la durée du mariage dissous par le divorce et la durée d'assurance du participant décédé, au sens des articles R. 351-3 et R. 351-4 du code de la sécurité sociale, limitée à :

- 161 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- 162 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2010 ;
- 163 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
- 164 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2012,

sans que ce rapport puisse excéder 1. »

Fait à Paris, le 30 septembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGPME ;
MEDEF.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;
UGICT CGT ;
CFTC cadres ;
CFDT cadres ;
CGT-FO cadres.